



Mairie  
64, impasse de la mairie  
74350 Villy-le-Pelloux  
Tel : 04.50.46.86.42

## ARRÊTÉ (2026-90) PORTANT SUR LA REGULATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION

Le Maire de la Commune de Villy-le-Pelloux

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code la Route,

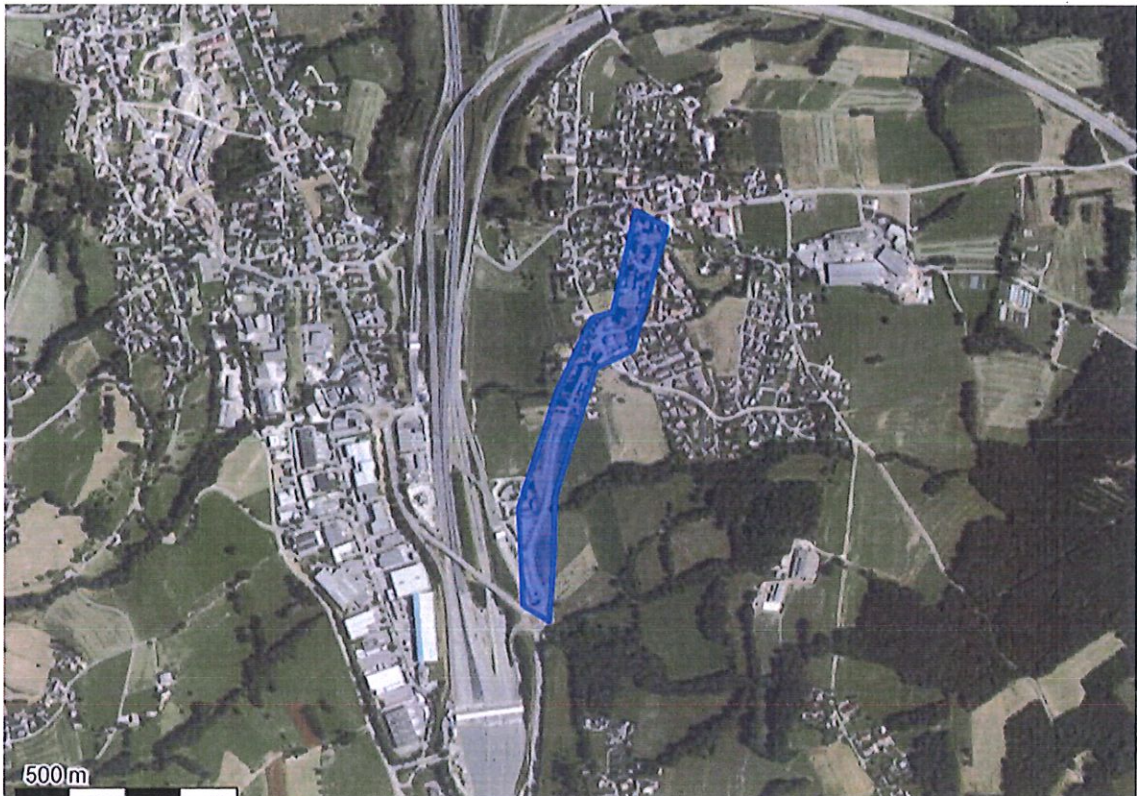
VU la demande de Monsieur TOURNEUX Gilles, représentant de l'entreprise EUROVIA ALPES ANNECY située à TSA 70011, 69134 DARDILLY CEDEX, en date du 17/09/2026, sollicitant un arrêté de police de la circulation pour réaliser des travaux pour le compte du CERD de Groisy,

CONSIDERANT la nécessité de reprendre les affaissements de la RD2,

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> : Fermeture de la circulation

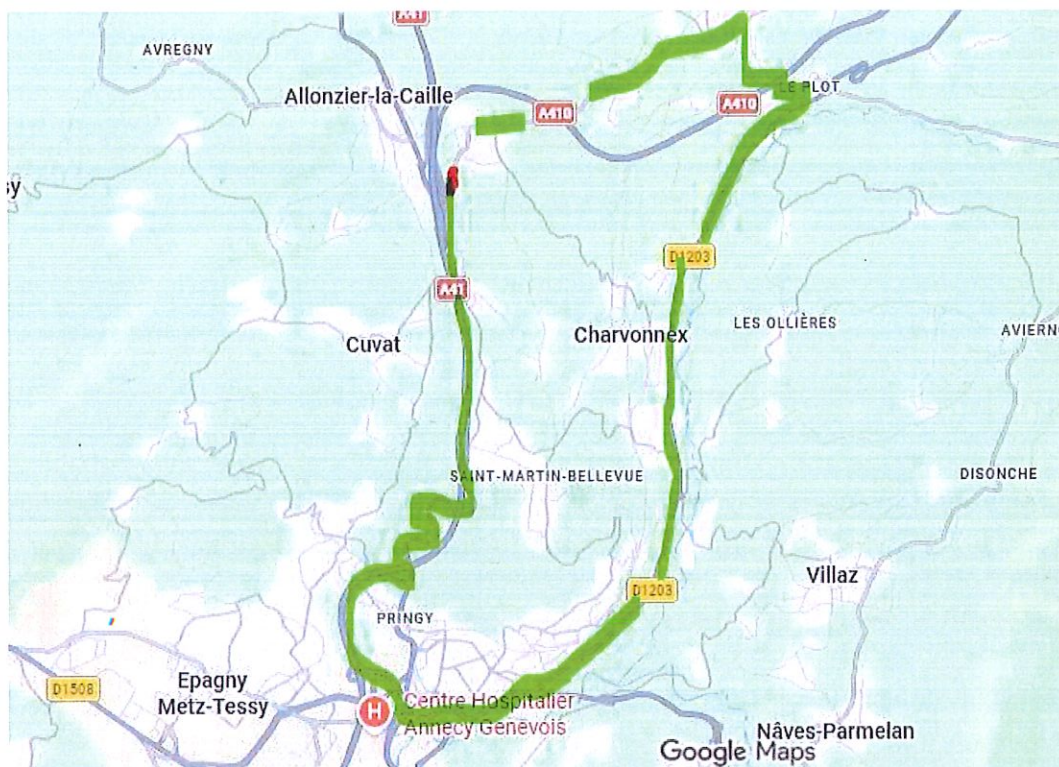
Du 24/09/2026 au 26/09/2026 la circulation sera interdite sur la RD2, sur la section concernée par les travaux.



#### ARTICLE 2 : Déviation

Une déviation sera mise en place par le CERD de Groisy pendant la durée de la fermeture à la circulation.





### ARTICLE 3 : Travaux de nuit

Le renouvellement de la couche de surface de la RD2 interviendra la nuit du 24/09/2026 au 25/09/2026 de 20h00 à 6h00.

### ARTICLE 4 : Exécution et ampliatio

Madame le Maire de Villy-le-Pelloux,

Monsieur le Commandant de Gendarmerie d'Annecy-le-Vieux,

Madame la Directrice Générale des Services,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliatio sera adressée :

- A Monsieur le Commandant de Gendarmerie d'Annecy-le-Vieux,
- Au centre de Secours de Cruseilles,
- A l'entreprise EUROVIA ALPES ANNECY,
- Au CERD de Groisy.

Fait à Villy-le-Pelloux, le 22/09/2026

Affiché/Publié le : 22/09/2026  
Notifié à l'intéressé le : 22/09/2026  
Certifié exécutoire le : 24/09/2026

Madame le Maire  
*Charlotte Boettner*



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : sa publication/notification, réception par le représentant de l'état. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale
- 2 mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai

